

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIUM - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agréation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

 diteur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles

né 266 – avril 2023

Nos activités

Le livre du père

La fierté des enseignant-e-s.

Moi, Silvio de Clabecq, militant ouvrier

La vie quotidienne avant, pendant et après l'occupation allemande

Le ravitaillement

En quoi consistait notre alimentation?

Le rationnement

Le Secours d'hiver

Le meurtre du 18 août (suite)

Après le crime : la panique

Les Allemands portent la panique ...

Société

Nouveau record pour Stellantis, ...

Profits records de Total et de la BNP : ...

Solvay annonce la scission ...

Oxfam propose de taxer ...

International

Communiqué de la CNAPD : ...

La Commission européenne ...

Ce que la guerre D'Ukraine dit ...

Antifascisme

«Grâce au passé nazi de deux chanc liers, ...



NOS ACTIVITÉS

Le livre du père

La rentrée littéraire 2022 accorde une large place aux premiers romans : 90 sur les 345 romans francophones annoncés, selon le décompte de Livres Hebdo. Mehtap Teke est l'une de ces nouvelles plumes à découvrir. Paru aux éditions Viviane Hamy, *Petite, je disais que je voulais me marier avec toi* conte l'histoire d'un homme qui, dans l'espoir d'une vie meilleure, quitte sa Turquie natale pour l'Europe occidentale.

Le roman est presque entièrement écrit à la deuxième personne du singulier : si la narratrice, une jeune femme, raconte l'histoire de son père, elle la raconte aussi à son père. Et retrace le parcours de vie d'un enfant pauvre né en Turquie, retiré tôt de l'école où il excellait. Arraché à ses rêves intellectuels, il est contraint de travailler dans les champs de coton avec son père, puis de quitter son pays d'origine pour rejoindre l'Europe occidentale, en quête d'une vie meilleure. Là-bas, il besogne sur des chantiers de construction, devient père d'une famille nombreuse. Avec une obsession : offrir à ses filles les possibilités et l'aisance sociale et financière dont il a été privé.

La 4e de couverture et les remerciements qui terminent le livre laissent entendre que le parcours de vie de cet homme est inspiré de celui des parents de l'autrice, « [n]ée en 1982 dans une famille ouvrière d'origine kurde » et ayant « grandi dans la

ville de Charleroi, en Belgique ». Dans le roman, Mehtap Teke a toutefois soigneusement gommé les noms des personnages, désignés seulement par leur fonction de père, de mère, de professeur..., et les toponymes. Un choix qui dépersonnalise le récit et fait de l'histoire de cet homme celle de toutes et tous.

Par petites touches, en racontant le quotidien du père, *Petite, je disais que je voulais me marier avec toi* dit la résignation, l'envol des rêves, l'obéissance morne qui enserre progressivement le personnage, et tous ceux qui ont parcouru le même chemin que lui :

Chaque fois que mes yeux s'attardent sur les visages résignés, tournés vers la terre, je peux y lire l'abandon de tout rêve. Ces figures ternes me ramènent à toi ; elles me rappellent ton histoire. [...] Quand, chaque matin, tu te levais sans rechigner pour te coucher, chaque nuit, sans soupirer, tu te brisais ; tu perdais les étincelles qui avaient forgé tes rêves.

Contraste entre cet homme qui avance tête baissée et l'enfant plein d'ambition que les premières pages du livre décrivent. Face à l'horizon bouché, les rêves d'ascension sociale se reportent sur la génération suivante. De ce côté-là, le père est exaucé : ses filles décrochent toutes un diplôme universitaire. La narratrice, plus encore, excelle dans le domaine littéraire et jongle ainsi avec la langue du pays d'adoption de ses parents. Ses prédispositions lui valent un prix de français à l'école – accompagné comme il se doit du discours du directeur sur l'intégration des immigrés... – et l'incitent à écrire l'histoire familiale. Mais pour sa génération, celle qui est née en Occident et a réus-



MEHTAP TEKE

PETITE,
JE DISAIS QUE
JE VOULAIS
ME MARIER
AVEC TOI

Viviane Hamy
Éditions

PREMIER ROMAN

Pascal Ito © Flammarion

MARE
NOSTRUM
Une Méditerranée autrement

RENTRÉE LITTÉRAIRE - 17 AOÛT

si, l'ascenseur social est entaché d'ambivalence :

Je me suis engagée à perpétuer tes ambitions : à les assimiler et à les faire devenir réalité, même s'il faut, pour cela, feindre qu'elles sont miennes.

Comme est ambivalente, aussi, la relation à la terre natale des parents. Si la Turquie « paraît vouloir rejeter mes tentatives pour me rapprocher d'elle », elle demeure incontournable : « Il faut savoir d'où l'on vient pour ne pas se perdre sur la route qui mène à nos rêves. »

À partir de l'histoire d'un père, Mehtap Teke évoque, avec finesse et poésie, la transmission, la filiation, l'identité – quêtes éternelles. Mais son roman est aussi celui de l'amour absolu d'une fille pour son père. Annoncé dès le titre du livre, il surgit à chaque page ou presque. « J'aurais souhaité qu'il n'y ait personne d'autre que moi dans ta tête, dans ton corps, dans ton cœur, dans ton âme. J'aurais aimé ne jamais avoir à partager les sentiments que j'avais cru miens : les tiens », affirme la narratrice. Corollaire de cette soif d'exclusivité, les sœurs et la mère sont à peine esquissées, maintenues à la marge. On pressent pourtant que derrière cet effacement se cachent des parcours singuliers. Des vies qui valent, elles aussi, la peine d'être racontées. D'autres histoires.

Nausicaa Dewez

La fierté des enseignant-e-s.

Depuis pas mal de temps, je souhaitais écrire mon témoignage de vieil instituteur. Je voulais le faire de façon chronologique. Toutefois la sortie du livre de Mehtap Teke en bouleverse la réalisation et me fait accomplir un bond dans le temps, mais aussi un retour dans le passé.

Au plus profond de moi, je suis resté instituteur même si j'ai fui ce métier. Instituteur à Courcelles depuis 1962, j'ai d'accord enseigné dans l'école communale du Trieu des Agneaux jusqu'en 1978. La plupart des enfants fréquentant cette école provenaient de milieux ouvriers d'origine belge ou d'ancienne immigration soit italienne ou espagnole.

En 1978, je quittai l'enseignement comme détaché pédagogique pendant quatre années auprès d'une organisation de jeunesse, l'Union des Pionniers de Belgique.

1982, je réintérais l'enseignement communal. Comme j'étais nommé définitivement, mon emploi était sauvegardé durant les quatre années écoulées. Toutefois, je changeai de siège d'école et me retrouvai à Sart-lez-Moulin. C'est là que j'ai découvert concrètement les enfants des nouvelles émigrations. La population de ce siège d'école comptait

un certain nombre d'enfants d'origine algérienne,



Classe de 4^{ème} année primaire (1986 -1987 ???) école communale de Sart-lez-Moulin de Courcelles

marocaine et turque dont des Kurdes.

C'est ainsi que je fis la connaissance de parents qui suivaient de près les études de leurs petits garçons et petites filles au même titre évidemment que la plupart des autres parents d'enfants autochtones.

Je quittai l'école en 1988 pour des raisons que j'expliquerai plus tard . C'était , il y a 35 ans. Lorsque j'ai le plaisir de rencontrer l'un(e) ou l'autre de mes élèves , c'est l'image de la petite fille ou du petit garçon qui me revient toujours à l'esprit.

Grâce à Facebook, je suis en contact avec certain-e-s de ces enfants âgés maintenant d'une quarantaine d'années. Ils m'apprennent leur évolution, les études qu'ils ont accomplies et la carrière qu'ils ont embrassée. Des petits mots bien gentils me sont souvent adressés et me prouvent qu'ils n'ont pas oublié le vieux monsieur que je suis devenu. Comme ne pas être content devant un témoignage comme celui de Salic : « Monsieur, je vous ai remplacé. Je suis instituteur ! ».

Content mais aussi fier de Mehtap qui vient d'écrire un livre sur la vie de son papa. Fier aussi d'apprendre que les petites TEKE sont devenues toutes trois universitaires. Mehtap se révèle écrivaine. Du coup, en pensées, je revois les parents, la maman qui suivait de très près les études de ses fillettes. Le papa participait aux fêtes organisées par l'école et je sais qu'il travaillait beaucoup pour leur offrir la possibilité de fréquenter l'université.

Le jeudi 16 mars prochain à 19 h, Mehtap sera présente à la Maison de la Laïcité, rue Vandervelde 5 à Souvret. C'est l'occasion pour toutes celles et tous ceux qui ont apprécié cette petite école communale de la rue des Graffes de se retrouver et d'échanger. Mes anciens-s collègues sont également les bienvenus.

Robert Tangre

Moi, Silvio de Clabecq, militant ouvrier



1. Françoise Thirionet et Silvio Marra offrent dans ce livre un témoignage dense sur le militantisme ouvrier aux Forges de Clabecq, situées en banlieue bruxelloise, de la fin des années 1970 à la fin des années 1990. Françoise Thirionet a été une camarade « établie » de Silvio Marra, alors que ce dernier, né en Calabre en 1946, se fait embaucher aux Forges de Clabecq en 1972 tout en intégrant une organisation maoïste. Élu dans l'usine délégué syndical de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) en 1979, Silvio Marra s'investit tout au long des années 1979-1996 dans un militantisme héritier des radicalités ouvrières des « années 68 ». Prenant appui sur son témoignage, le livre entend « constituer une sorte de manuel vivant pour tous ceux et toutes celles qui, aujourd'hui, dans les quartiers, les associations, les entreprises ou ailleurs, veulent agir ensemble contre le capitalisme et construire un rapport de forces dans un esprit de solidarité, de justice sociale et de libération » (p. 11). Cette publication pourra donc intéresser les militants des gauches politiques, syndicales et associatives qui partagent cet horizon politique, mais aussi, de manière plus distanciée, les étudiants et chercheurs intéressés par les pratiques militantes ouvrières et le syndicalisme ouvrier de la fin du XXe siècle, et, encore plus largement, par l'histoire sociale. Publié dans la collection « Mémoires sociales »² des éditions Agone, le livre prend donc place aux côtés d'autres témoignages reconnus comme ceux de Christian Corouge et Louis Oury sur la condition ouvrière.

2 Organisé en six chapitres qui s'articulent de manière cohérente les uns aux autres, le contenu du livre est accompagné de neuf photos et d'encarts qui permettent de contextualiser les luttes des ouvriers des Forges de Clabecq à l'aide de coupures de presse de l'époque.

3. Le premier fil rouge qui parcourt ce livre-témoignage concerne les façons d'organiser un collectif de travail en collectif militant. C'est l'apport spécifique du témoignage de Silvio Marra que de permettre au lecteur d'aller au-delà de la surface visible des pratiques militantes pour saisir ce qui demeure caché et

derrière les rideaux de la scène sociale et politique : c'est ainsi que le lecteur découvre au fil des pages l'espace militant où est pensé et débattu la stratégie de l'action collective.

4. Il en est ainsi par exemple de la question des laps de temps au cours desquels les militants comme Silvio Marra agissent pour organiser le collectif militant. Les pauses des repas et de la relève entre équipes de travail sont en ce sens des moments de sociabilité, d'échanges et d'affirmation militante très importants. Silvio Marra insiste sur l'écoute et la disponibilité des militants à l'égard des travailleurs pour construire ce collectif militant dans l'usine. Ces moments pris sur son temps libre apparaissent parfois comme un sacrifice aux dépens de son épanouissement personnel.

5. L'orientation suivie par Silvio Marra et les militants syndicaux FGTB des Forges de Clabecq a consisté à combattre tout au long des années 1979-1997 l'idée ancrée parmi les salariés de « la délégation [syndicale] qui va faire »..., à savoir trouver des solutions aux problèmes rencontrés, obtenir des concessions de l'employeur, améliorer les conditions de travail, etc. Au lieu d'une telle délégation qui dépossède les salariés de leur pouvoir et qui les déresponsabilise, Silvio Marra raconte comment il a toujours cherché à mobiliser l'ensemble des salariés, en organisant la diffusion de l'information et leur délibération démocratique, afin de les faire participer à l'action collective.



6. Pour cela, deux outils ressortent au fil des pages : l'assemblée générale et le comité d'usine. Les assemblées générales organisées par les délégués du personnel étaient un outil pour délibérer démocratiquement sur un problème important mais aussi, et peut-être surtout, pour permettre aux salariés d'exprimer leurs expériences et leurs sentiments, afin de créer enfin un rapport de forces visible aux yeux de tous dans les Forges. Quant au comité d'usine, il s'agit du noyau central du collectif militant dans l'usine. Composé des militants de la liste FGTB « Agir autrement » à partir de 1987 mais aussi de tous les sympathisants qui voulaient le rejoindre, le co-

mité d'usine regroupe jusqu'à 100 personnes dans une usine qui comptait 6 200 travailleurs en 1974 et 2 000 à sa fermeture en 1996. C'est en son sein que les propositions étaient débattues, les initiatives décidées, pour ensuite être soumises plus largement dans les assemblées générales du personnel.

7. Silvio Marra accorde aussi une attention particulière aux savoirs subalternes des ouvriers militants. Dans le comité de sécurité où il siège en tant que délégué dès 1979, face aux cadres et ingénieurs de l'entreprise, Silvio Marra recourt aux savoirs accumulés par les ouvriers sur les machines et l'organisation du travail. En collectant méthodiquement les témoignages des salariés au sujet des failles dans la sécurité et des risques encourus par les travailleurs, le comité de sécurité de l'usine est parvenu à obtenir des avancées.

8. De son expérience d'organisateur militant, Silvio Marra retient enfin six règles essentielles pour construire un collectif militant dans le cadre du lieu de travail. « - Toujours rester en contact avec les travailleurs, les écouter, résoudre les problèmes avec eux. - Ne pas lancer des mots d'ordre ou des promesses en l'air. [...] ; - Perdre le moins possible de conflits avec le patron ; - Savoir apprendre de ceux qui ont l'expérience et vérifier ce savoir en pratique lors des assemblées du personnel ; - Savoir à qui tu peux faire confiance ou pas. [...] ; - Forger des dirigeants en leur transmettant une solide formation politique, en les soutenant, en les corrigeant si nécessaire. En les encourageant à prendre la parole aux assemblées, car la visibilité est primordiale » (p. 85-86).

9. Le récit-témoignage de Françoise Thirionet et Silvio Marra offre également des aperçus sur des problématiques récurrentes des mouvements sociaux, comme celles de la contre-mémoire et de la violence. Le militantisme ouvrier y apparaît en effet comme un projet de sauvetage mémoriel qui n'est pas sans rappeler La formation de la classe ouvrière anglaise d'Edward P. Thompson³ ou encore les thèses sur l'histoire de Walter Benjamin. Ce sauvetage mémoriel est tourné vers les travailleurs anonymes morts au travail (p. 29), mais aussi vers deux délégués communistes, Sabbe et Desantoine, licenciés pour fait de grève en 1970 et devenus par la suite les « anges gardiens » des militants ouvriers des Forges (p. 72). Sauvetage mémoriel enfin de l'idéal communiste d'une société sans classes (p. 156-157), en dépit des impasses et défaites des révolutions du XXe siècle. De même que l'action militante de Silvio Marra est adossée à une contre-mémoire ouvrière face à la mémoire dominante, le traitement de la violence dans le mouvement social, notamment dans la campagne contre la fermeture des Forges de Clabecq en 1996-1997, témoigne d'une stratégie qui cherche à inverser l'asymétrie de la violence subie

par les ouvriers de l'usine. En effet, là où la presse dominante pointe des débordements, des vitrines cassées et des manifestations agitées, Silvio Marra et les militants syndicaux insistent sur la violence sociale de l'employeur, sur les vies brisées des ouvriers, et sur la violence symbolique de la fermeture de leur usine.

10. Si la majeure partie du livre se concentre sur cette organisation du collectif militant dans l'usine, le récit fait constamment écho à une autre thématique, plus en retrait mais néanmoins présente du début à la fin, qui est davantage politique. Ce politique ancré dans les rapports sociaux de l'usine est donc un deuxième fil rouge qui parcourt le livre.



11. À plusieurs reprises (p. 25, 84, 156), Silvio Marra insiste sur l'importance de la formation politique pour les militants ouvriers. Sans une vision d'ensemble de la société et des buts du mouvement ouvrier, les militants syndicaux risquent à ses yeux de s'accommoder avec le capitalisme et de chercher à en atténuer seulement les maux les plus criants. De plus, seule une formation politique permet l'investissement militant là où d'autres ne voient que perte de temps et risques inutiles. C'est ainsi que, selon le récit de Silvio Marra, les militants qui ont un horizon politique deviennent des « catalyseurs » de l'action collective des travailleurs au sein de l'usine (p. 25).

12. Ce fil rouge politique est également développé au moyen d'une orientation syndicale qui privilégie toujours la délibération démocratique des assemblées générales contre les décisions prises à huis clos par l'appareil syndical de la FGTB. Cette ligne anti-bureaucratique est présente tout au long du livre, culminant jusqu'au conflit ouvert entre l'équipe militante des Forges de Clabecq et la direction nationale de la FGTB.

13. Enfin, dans le prolongement de cette veine politique du militantisme ouvrier, Silvio Marra développe dans le livre les différents ponts jetés entre syndicalisme, antiracisme et antifascisme. Participant

chaque année à la manifestation nationale contre le racisme, les militants des Forges de Clabecq comme Silvio Marra tenaient le discours suivant : « Le racisme, c'est le fond du fascisme. Si on combat le premier, on combat le second » (p. 56). Cela avait un sens profond pour de nombreux travailleurs des Forges qui avaient déjà été imprégnés par l'antifascisme car ils étaient Italiens, Espagnols, Portugais, Grecs et Yougoslaves. La lutte contre les discours haineux de l'extrême droite nationaliste à la fin des années 1980 a ainsi constitué un terrain d'actualisation féconde de cet antifascisme hérité des partisans du Sud de l'Europe.

14. En somme, ce livre offre un témoignage saisissant sur le militantisme syndical d'un bastion ouvrier déclinant à la fin du XXe siècle et sa lecture peut être située à plusieurs niveaux. François Thirionet et Silvio Marra permettent tout d'abord au lecteur de faire une plongée ethnographique dans les façons de penser et d'agir des militants syndicaux des Forges de Clabecq. Ensuite, une lecture adossée davantage aux problématiques des sciences sociales trouvera dans ce livre-témoignage une source narrative pertinente pour l'histoire sociale et politique du XXe siècle finissant. Quelle que soit l'opinion du lecteur à la fin du livre, il reconnaîtra sans doute l'honnêteté intellectuelle du témoin, « Silvio de Clabecq », et peut-être la noblesse de son titre – « militant ouvrier »

Françoise Thirionet et Silvio Marra

LA VIE QUOTIDIENNE AVANT, PENDANT ET APRES L'OCCUPATION ALLEMANDE

Le ravitaillement



Le ravitaillement est l'opération qui consiste à mettre entre les mains de la population le produit des richesses alimentaires et autres créées par les industries agroalimentaires d'un pays

La répartition des richesses est en rapport avec les revenus de chacun ce qui signifie que dans un pays comme le nôtre où il y a des riches et des pauvres, celle-ci est inégale en quantité et en qualité. Ceci est inévitable dans un système d'économie de marché dont la raison d'être est la recherche du profit maximum et immédiat et non la satisfaction des besoins de chacun.

En 1940 - 45, lors de l'invasion de notre pays par les troupes allemandes, la situation changea mais pas pour le mieux. De son côté, le peuple allemand était plus contraint aussi de subir les exigences d'une économie de guerre tout comme nous. La priorité était donnée à la production d'armements nécessaires à la conquête de l'espace vital voulu par les potentats de la haute finance du grand Reich. Celui-ci n'était pas encore assez grand à leurs yeux.

Pour ce faire, il était nécessaire de convaincre le peuple du bien-fondé des mesures de cette politique. Les hommes qui accompliraient cette tâche avaient tout trouvé en la personne d'Adolphe Hitler et de ses sbires. Par des slogans frappants, ils firent comprendre que l'ennemi se trouvait à l'extérieur et qu'envahir les autres pays était devenu une nécessité. La population allemande, peuple aryen supérieur, ne devait donc pas être seul à supporter l'énorme effort militaire.

Fort de ces justificatifs, l'envahisseur allemand devait mettre cette politique en pratique. Tous les rouages de l'économie de notre pays devaient tourner en priorité pour satisfaire aux exigences de l'économie de guerre du grand Reich. La Belgique fut pillée. Notre production ne pouvait plus satisfaire entièrement les besoins de notre population.

Les autorités publiques furent donc amenées à mettre en œuvre les mesures de ravitaillement prévues dès avant la guerre pour assurer la répartition de ce dont on disposait entre les consommateurs ou les utilisateurs d'un bien.

Prévues dès 1938, les cartes de ravitaillement furent distribuées en février - mars 1940. Elles comportaient des coupons mensuels à découper, un par mois pour recevoir en échange la nourriture par les services communaux du ravitaillement. Les timbres devaient assurer la subsistance de chaque détenteur de carte. Les cartes spéciales permettaient, en théorie, de recevoir des rations supplémentaires pour les maladies graves, pour les femmes enceintes ou allaitant, les bébés et certaines catégories de personnes. Les ouvriers prestant des travaux lourds re-

cevaient à l'usine ou à la mine des timbres dits « noir » leur assurant également un supplément de pain, de graisse et de viande. Des cartes spéciales délivrées fin 1940 ont permis un approvisionnement en vêtements et chaussures.

Le but était de réaliser une plus grande justice entre tous et une meilleure efficacité dans le ravitaillement. Cette justice ne fut en réalité jamais atteinte car il est dit plus haut que les revenus étaient inégaux.

À côté d'un ravitaillement officiel s'installa un marché noir alimenté par des profiteurs qui s'enrichissaient du malheur des gens. Les prix du marché noir étaient exorbitants, et seuls, les riches pouvaient se payer les suppléments caloriques nécessaires à leur survie. Les plus pauvres devaient se saigner à blanc pour le faire. Ils devaient donc user d'astuces pour apaiser les affres d'un estomac qui criait souvent famine. Des exemples seront donc donnés dans la suite de ce récit. Ils constitueront un échantillon du mode de vie et des préoccupations qui étaient les nôtres pendant l'occupation et les deux ou trois années qui suivirent.

Roger Nicolas

En quoi en quoi consistait notre alimentation?



Durant la guerre, on mangeait beaucoup de rutabaga. Ce légume, apparenté au navet fut importé de Suède à la fin du 18^{ème} siècle. Il devint une plante potagère de grande culture servant presque essentiellement à l'alimentation du détail. Par temps de disette, le rutabaga fut vite retenu pour une de ses plus grandes qualités car, venant du Grand Nord, il avait la particularité de continuer à végéter par des températures avoisinant les 0 degré alors que la pomme de terre, la betterave et le navet avaient depuis longtemps terminé leur croissance.

Ce légume était donc de bonne conservation durant l'hiver quand tous les autres végétaux avaient déserté nos tables. Le rutabaga contient aussi beaucoup de vitamines C, très précieuse par temps de frimas. Hélas, comme toute médaille à son revers, ce légume avait le sien aussi. Simplement cuit à l'eau, il avait un goût insipide que seul un ventre vide acceptait. Pouvait-il en être autrement vu que le beurre, les graisses l'huile et le lait n'étaient plus distribués qu'au compte-goutte. Pourtant de nos jours, de vieilles recettes de nos grands-mères sont toujours à l'honneur notamment du côté de Liège où l'on prépare avec les ingrédients cités le rutabaga. Celui-ci constitue toujours un met très fin surtout accompagné des épices nécessaires, tels la muscade et le poivre.

Cultiver le rutabaga dans nos jardins serait encore possible mais peu de grainetiers mettent encore leurs semences en vente. De toute manière, peu de jardiniers ayant connu la guerre sont tentés de refaire cette expérience.

Il y avait aussi les navets, de meilleur goût mais cuit à l'eau dans les mêmes conditions que le rutabaga, on ne l'apprécie pas beaucoup plus que celui-ci. Il fut souvent servi aux prisonniers politiques qui croussaient dans les camps où la famine n'était pas la moindre des maltraitances.

Voici l'histoire que raconte Victor Trudo, interné au sinistre camp de Breendonck. La faim qui tenaillait les ventres était atroce et hallucinante. Pensez donc, la ration quotidienne consistait en un bout de pain sec de 225 g et d'un litre d'eau chaude ou sur nageaient des râpures de chou mal cuites. Avec si peu dans le corps, les prisonniers devaient charger des bennes de sable ou de pierres sans jamais lever la tête sous peine de recevoir de nombreux coups de chicote qui leur ébréchaient la chair jusqu'au sang. La faim était tenace et déréglait leur corps aussi bien que leur esprit. Malheur à ceux qui, ayant trouvé une épluchure de navet, sur le sol la grignotait car s'il était vu par un SS, il était battu souvent jusqu'à ce que mort s'en suive.

Malgré ce terrible châtement, la tentation était la plus forte et on faisait fi de toute prudence. Manger devenait une obsession surtout pour ceux qui étaient affectés aux mottes de navets et de betteraves et qui arrivaient à en subtiliser.

Un jeune Russe de 18 ans, Jamir excellait dans ce genre d'opération en se faufilant sans être vu. Un jour, il fut pris parce qu'il avait été vu par un SS belge dévorant l'arrière faix d'une brebis qui venait de mettre bas le long de la rivière où il peinait. La punition de son crime fut atroce. Il dut travailler avec un sac de 40 kg sur le dos et sous les coups de nerf de bœuf. Ensuite il fut plongé dans l'eau glacée puis

enterré jusqu'au cou. Les gardiens s'amusaient à lui jeter des pierres à la tête puis, déterrée, on l'acheva à coups de pieds sous les yeux épouvantés des autres prisonniers

D'autres continuaient malgré tout à voler des navets. Un navet pouvait donner un peu de vie à ces corps décharnés mais souvent, c'était la mort qui était au rendez-vous.

Roger Nicolas

Le rationnement



Avant la guerre, dans une famille ouvrière, on ne mange pas de viande tous les jours comme cela se fait à notre époque où on en consomme d'ailleurs beaucoup trop. C'est une des causes du record des infarctus que détient la Ville de Charleroi, nous dit-on. Pendant le conflit 40 - 45, cette maladie était rare mais on n'en connaissait pas la cause. On ne s'embarrassait pas de telles considérations. Nous étions beaucoup plus préoccupés par ce qu'il y avait dans notre assiette. La viande était rationnée et on en mangeait peu. Les beaux morceaux allaient en priorité aux Allemands et aux collaborateurs. Pour nous, il ne restait que la carne. Heureux étions-nous quand nous pouvions décrocher un morceau de lard chez un fermier ou l'autre

Un jour, mon père revint avec une tête de vache qu'il avait reçue d'un cousin fermier. Il récurait le chaudron de cuivre destiné à la lessive et c'est ainsi que la tête fut mise à cuire. Quand elle fut cuite, on se mit à la désosser et en se répartit les morceaux de viande. On se délecta pendant plusieurs jours. Tout y passa : la chair, la langue ainsi que la cervelle. Heureusement, la maladie de la vague folle n'existait pas encore. Ce fut une aubaine qu'on n'a vécu qu'une seule fois.

Fin 1940, le rationnement se fit plus durement sentir surtout qu'on était entré en hiver. C'était de plus en plus aléatoire donc de pouvoir détenir un chien car il fallait nourrir les gens d'abord. Un camarade de Roux, très tôt entré dans la Résistance avait un chien berger allemand. Il n'était plus possible de le nourrir et Arthur, le cœur ulcéré, dut se résoudre à le sacrifier. Il temporisa quelque temps car sa fille Lucie ne voulait pas qu'on se débarrasse de l'animal.

Un jour, qu'il était seul il se décida et partit le faire euthanasier. Le chien ne fut pas enterré mais ramené chez le cousin Jules sous forme d'alléchants morceaux. Marie, la cousine, le prépara avec des petits oignons et toute la famille fut conviée au festin. Ce ne fut qu'après celui-ci que Lucie apprit qu'elle avait mangé son chien

Tout ceci peut paraître barbare mais il ne faut pas oublier qu'en temps de disette qu'un ventre creux n'a pas d'oreille. Les chiens, les chats et les rats étaient cotés très cher durant le siège de Paris en 1870. Comme viande d'appoint, il y avait parfois un lièvre pris au collet que nous apportait un cousin braconnier de Montbliard. Dans d'autres familles, les chiens, les chats, les hérissons, les moineaux et autres animaux n'avaient qu'à bien se tenir.

A Marcinelle, chaque ménage avait eu droit deux fois par an à de la morue séchée qu'on devait aller chercher à la commune. Ce poisson était dur comme de la pierre car toute l'huile on avait été extrême et de plus, il était affreusement salé. Il fallait le faire bouillir deux fois puis jeter l'eau avant d'avoir quelque chose de mangeable.

Roger Nicolas

LE SECOURS D'HIVER



A l'école, on avait droit au Secours d'hiver. Au Louvy, à Gilly, les élèves recevaient une boîte de thon chacun par semaine. A l'école de La Villette, on donnait des poires qu'un jardinier apportait plein une manne. Un jour, Séverine s'em-piffra tellement bien qu'elle en eut une diarrhée terrible. On recevait parfois de la farine de marron avec

laquelle nos mères confectionnaient un gâteau qu'on qualifiait de succulent.

On faisait aussi des galettes avec les épluchures de pommes de terre mélangées à du son. Les épluchures s'achetaient dans un magasin de la place de la Digue à Charleroi. Madame Hachez de Gilly raconta qu'un jour où il n'y avait rien eu d'autre à manger que des pommes de terre mélangées à de la confiture. C'était dégueulasse mais la faim était tellement lancinante qu'elle ingurgita toute son assiette. À l'école, on avait droit à une pastille de vitamine par jour. Le lundi, on en distribuait pour la semaine

mais comme elles avaient un bon goût chocolaté, la plupart des élèves mangeaient tout en une fois.

À l'Université, du Travail, chaque midi on allait chercher une assiette de hareng au vinaigre avec des haricots blancs. Les plus pauvres en ont mangé parfois deux ou trois par jour. C'est peut-être de là que vient mon goût immodéré pour les harengs au vinaigre. À croire que cela agit comme une drogue.

Notre camarade Pierre Gaspard que le curé de La Villette avait envoyé chercher une boîte d'hosties à l'Abbaye de Soleilmont ne les vit jamais car notre gaillard avait tout mangé sur le chemin du retour. Quand le curé interpella le père de Pierre sur les agissements honteux de son fils celui-ci répondit : « C'est qu'il avait faim ! »

Roger Nicolas

LE MEURTRE DU 18 AOÛT (SUITE)

Après le crime : la panique

La nouvelle du massacre de Courcelles s'était répandue dans la région avec la fulgurante rapidité de l'éclair. L'angoisse, la terreur, la crainte glaçaient les cœurs. La ville de Charleroi se vida de tout ce qui touchait au barreau, à la magistrature, à la police et aux professions libérales. Monsieur Plumier, commissaire en chef, adressa à Monsieur Grevesse, premier échevin, remplaçant en titre, le

bourgmestre décédé.

Le 18 août à 10h du matin se réunit le collège échevinal de Charleroi. Après avoir rendu hommage au bourgmestre Englebin, l'échevin Grevesse déclara que rien ne pouvait justifier les événements de la nuit commis par les assassins. Le fameux échevin Merlot rétorqua : «Non, des justiciers». De son côté, l'échevin Sarlet rejoignit le bourgmestre et déclara que ceux qui avaient ordonné les meurtres étaient des assassins comme ceux qui les avaient exécutés. Suite à cette déclaration, Merlot intervient de nouveau avec force en ajoutant que les ordres venaient de Bruxelles et que les représailles avaient été modérées car les justiciers avaient été autorisés à abattre deux cents otages.

Les paroles de cet individu étaient lourdes de menaces. Devant cette situation, le bourgmestre ff téléphona à la Kommandantur pour solliciter une entrevue qui fut fixée au surlendemain.

Une démarche courageuse

Dans l'entre-temps, Monsieur Joseph Tihon, substitut du procureur du Roi obtint un rendez-vous, l'après-midi à la Kreiskommandatur. Il se rendit ensuite au Palais de Justice de Charleroi déserté par les magistrats se sentant menacés puis il téléphona au Parquet général à Bruxelles pour les mettre au courant de la situation.

Toutefois vu les circonstances il revenait aux or-

TUERIE DE COURCELLES, 50 ANS APRÈS

Dans la nuit du 17 au 18 août 1944, les rexistes ont assassiné 19 otages au Rognac à Courcelles.

Ce fut le paroxysme d'une folie meurtrière qui coûta la vie à près de 60 innocents dans la région, suite à l'attentat mortel perpétré contre Oswald Englebin, le bourgmestre rexiste du Grand-Charleroi.

En page 5, la 1^{re} partie de notre évocation avec le récit bouleversant d'un témoin du drame.



• 3 des 19 cadavres laissés sur place par les tueurs.

ganismes allemands de se charger de l'enquête puisque les représailles étaient le fait d'organismes allemands ou assimilés ou au moins d'organismes rexistes ou d'ordre nouveau. Il faut savoir qu'il était interdit aux autorités judiciaires belges d'intervenir dans ses circonstances.

Il adressa alors un rapport au Procureur général de Belgique et se rendit ensuite à la Kreiskommandantur où il fit le résumé de la dramatique situation : l'arrestation et l'assassinat de personnes étrangères au meurtre du bourgmestre Englebin.

Il signala que la « police Merlot » avait joué un rôle important dans les assassinats et ajouta qu'il craignait que de nouvelles tueries risquaient d'intervenir durant la prochaine nuit. La gendarmerie belge avait le droit d'y procéder s'il s'agissait de civils mais pas de personnes en civil portant un uniforme allemand. L'officier auquel il s'adressait lui donna une vague promesse d'intervention.

Monsieur Tihon eut alors un entretien avec le commandant de gendarmerie de Charleroi qui ne pouvait prendre que des mesures illusoires vu qu'il ne possédait pas d'automobile, que ses hommes étaient insuffisamment nombreux et manquaient d'armes tandis que les assassins rexistes étaient lourdement armés.

La nuit du 18 au 19 août fut relativement calme, les Allemands ayant transmis des ordres. Toutefois la réaction de ces autorités était fortement hypocrite à propos de la « police Merlot » qui possédait des autorisations nécessaires pour procéder à des arrestations et à laquelle il était parfois confié des mesures relevant de la police allemande.

Les diverses interventions aboutirent chez le général SS Jungclaus qui expédia un rapport à Berlin où les choses furent prises au sérieux en envoyant sur le champ le docteur Slüss. Celui-ci convoqua le chef a.i. rexiste Matthys et lui ordonna de mettre fin à toute nouvelle représaille.

Les massacres globaux cessèrent mais la panique elle ne cessa pas. De son côté, le commissaire de police de Charleroi, Monsieur Plumier envoya un rapport au secrétaire général Romsée*, rapport qui fut approuvé par Monsieur Grevesse, bourgmestre ff.

* M. Romsée fut nommé secrétaire général de l'Intérieur et de la Santé. Pendant l'occupation allemande, il appartenait au comité de secrétaires généraux qui dirigeait de fait le pays en l'absence d'un gouvernement belge.

Résumé réalisé par Robert Tangre

Les Allemands portent la panique au paroxysme



L'autorité allemande se chargea d'entretenir cette panique et même de l'augmenter par un nouveau et horrifiant bain de sang. Dès le 18 août, jour même des funérailles de Courcelles, les journaux de Charleroi asservis à l'occupant annoncèrent la fusillade de 20 terroristes en représailles à l'assassinat du bourgmestre Englebin.

Toutefois, les 20 terroristes dont il est question furent abattus le 24 août. L'ordre du massacre avait été donné par le général SS Jungclaus au chef de la Sipo de Charleroi, le dénommé Walter Michelsen. Ce dernier se mit en rapport avec la Kreiskommandantur et avec d'autres services qui répugnèrent à exécuter l'ordre et même refusèrent.

Bruxelles ordonna alors à la Sipo de procéder à la mort de 20 otages. Le 23 août, Michelsen avait appris qu'un cimetière privé existait à Gosselies*. Un nommé Wahler accompagné de 4 hommes creusèrent une fosse commune de 12 m de longueur, 1 m 80 m de largeur et 1 mètre 50 de profondeur.

Le 24 août, Michelsen se rendit à la prison de Charleroi et prit possession de 20 otages qui furent

Leurs noms méritent d'être inscrits dans le martyrologe des victimes de Courcelles. Ce sont :

1. BARTOSZAK, Czeslaw, de Fontaine-l'Évêque, (né à Szamotoly, Pologne, le 16-8-1921).
2. BIENVENU, Gaston, de La Louvière, (né à Trivières, le 18-9-1919).
3. BINET, Alexandre, de Havré, (né à Elouges, le 4-2-1908).
4. DELPLANCQ, Paulin, de Péronnes-lez-Binche, (né à St-Vaast, le 8-11-98).
5. DONCKERS, Léon, de Péronnes-lez-Binche, (né à Péronnes le 2-10-1907).
6. DUQUET, Simon, de Jumet, (né à Jumet le 8-7-1924).
7. FLOQUET, Joseph, de Péronnes-lez-Binche, (né à Péronnes, le 22-3-1904).
8. GODART, Adolphe, de Braine-le-Comte (né à Tollembeck, le 24-4-1922).
9. HANARD, Arthur, de Chapelle-lez-Herlaimont, (né à Chapelle, le 17-6-04).
10. JAMART Berlamino, de Jumet, (né à Gijon, Espagne, le 20-9-1923).
11. JONIAUX, Raymond, de Jumet, (né à Dampremy le 14-5-1921).
12. LEFEBVRE, Pierre, de Mignault, (né à Mignault le 17-7-1920).
13. LUYTEN, Pierre, de Jumet, (né à Jumet, le 31-1-1910).
14. MICHAUX Armand, de Jumet, (né à Montigny-sur-Sambre le 20-4-1916).
15. MORETTI, Giuseppe, de Jumet, (né à Urbino, Italie, le 11-3-1906).
16. MEULEMAN, William, de Soignies, (né à Cappellen le 5-11-1920).
17. TONDEUR, Victor, d'Ecaussines d'Enghien, (né à Ecaussines, le 19-3-1905).
18. VERBEEK, Joseph, de Courcelles, (né à Verquin, France le 2-1-1912).
19. VERTENEUIL, Emile, de Fontaine-l'Évêque, (né à Fontaine-l'Évêque, le 22-8-1921).
20. WAUREZNIAK, Jean, de Jumet, (né à Wgiewice, Pologne, le 22-12-1886).

transportés en camion à Gosselies. Il fit arrêter le véhicule à une centaine de mètres de la tombe. Les otages furent descendus par groupe de 5, les mains liées, les yeux bandés et acheminés vers la fosse où ils furent abattus d'un coup de feu dans la nuque. Cette tuerie fut 7cette fois accomplie par des Allemands.

•L'auteur du livre devait ignorer que le lieu où se déroula cet assassinat collectif fut le site du Diarbois situé sur Jumet où l'on retrouva après la guerre 201 cadavres.

Résumé réalisé par Robert Tangre

SOCIÉTÉ

Nouveau record pour Stellantis, avec un bénéfice net de 16,8 milliards d'euros pour 2022

Stellantis a publié un nouveau bénéfice net record de 16,8 milliards d'euros pour 2022, soit une hausse de 26%. Le groupe va redistribuer 2 mil-

liards d'euros à ses salariés dans le monde.

Le groupe automobile, né de la fusion de PSA et de Fiat-Chrysler, a enregistré un chiffre d'affaires en nette progression (+18%) à 179,6 milliards d'euros, les hausses de prix compensant largement une baisse du nombre de véhicules vendus en Europe. Stellantis a notamment progressé sur le marché nord-américain, avec 1,8 million de véhicules vendus et un chiffre d'affaires de 85 milliards d'euros, en hausse de 23%. Sur un marché tendu par les problèmes logistiques et les pénuries de puces électroniques, le constructeur a pu pratiquer de fortes hausses de prix. Les Jeep Grand Wagoneer, Jeep Compass et Chrysler Pacifica se sont bien vendues.

En Europe, sur un marché déprimé, le groupe a enregistré un net recul de ses ventes, à 2,6 millions d'unités (-8%), qui a touché la plupart de ses marques (Peugeot, Citroën, Opel, Jee). Mais le groupe a pu maintenir ses marges, notamment avec des hausses de prix et des nouveaux modèles électriques et hybrides vendus plus cher. Le « troisième moteur » du groupe, soit les autres régions du monde, a également vu son chiffre d'affaires progresser de 34% sur l'année, et sa marge opérationnelle doubler à 3,8 milliards d'euros.



2023, une meilleure année

Au niveau mondial, la hausse des coûts de matières premières et les problèmes de logistique (livraison aux concessionnaires) ont occasionné des coûts de 9 milliards d'euros. Le contexte devrait s'améliorer en 2023, a indiqué le directeur financier du groupe, Richard Palmer, lors d'une conférence de presse. Ces résultats « confirment la valeur de notre engagement et de cette fusion », s'est félicité M. Palmer.

Le groupe va proposer le versement d'un dividende de 1,34 euro par action, contre 1,05 euro pour l'exercice 2021. Stellantis a également annoncé qu'il allait racheter 1,5 milliard d'euros d'actions d'ici la fin 2023.

Pour 2023, le groupe s'attend à ce que les marchés automobiles rebondissent légèrement (+5% en Europe et en Amérique du Nord). Il vise toujours une marge opérationnelle à deux chiffres, après avoir atteint 13% du chiffre d'affaires en 2022. Sur le long terme, Stellantis vise 300 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2030.

Le groupe va redistribuer 2 milliards d'euros à ses salariés dans le monde

Suite aux bénéfices net record, le groupe augmente aussi ses mesures de redistribution, via la participation et l'intéressement, de 200 millions d'euros par rapport à l'an dernier. En France, les salariés bénéficieront de 4.300 euros brut au minimum – 3.882 euros net -, soit 300 euros de plus qu'en 2022, ce qui représente « 2,4 mois de salaire pour les premiers niveaux de rémunération », d'après le groupe. « C'est la redistribution la plus importante depuis dix ans », a souligné le DRH monde Xavier Chéreau lors d'une conférence de presse. « Ces primes sont nettement en dessous des attentes et ne reflètent absolument pas l'engagement des salariés et la surperformance économique », a néanmoins estimé le syndicat français CFDT. « C'est un très mauvais signe qu'envoie le groupe Stellantis aux salariés en privilégiant une fois de plus les actionnaires », a poursuivi le syndicat, en référence au versement de 4,2 milliards d'euros de dividende pour l'exercice 2022. Stellantis, issu de la fusion entre Fiat-Chrysler et PSA il y a deux ans, compte 264.000 salariés dans le monde.

Source : AFP

Profits records de Total et de la BNP: le capitalisme ne tourne pas rond, même ses défenseurs le disent

En pleine mobilisation contre la réforme des retraites, TotalEnergies et la BNP dévoilent des profits records. Le

pétrolier a ainsi réalisé un bénéfice 20,5 milliards de dollars en 2022, quand la majorité des Français se sont appauvris. Aux Etats-Unis, Joe Biden demande aux entreprises et milliardaires des efforts pour réduire le déficit. Et en France ?

Des milliards à en perdre la tête. Les unes après les autres, les grandes entreprises françaises publient en ce moment leurs résultats comptables de l'année 2022. Mardi 7 février, en pleine journée de mobilisation contre la réforme des retraites, la BNP Paribas annonçait ainsi un bénéfice net record de 10,2 milliards d'euros. 7 % de mieux que l'année dernière, déjà record pour la plus grande banque européenne. Et cela devrait durer. Le géant bancaire prévoit une croissance moyenne de son bénéfice de 9 % par an jusqu'en 2025, soit une augmentation d'un milliard d'euros par an. Ce mercredi, c'est au tour de TotalEnergies de dévoiler un bénéfice net de 20,5 milliards de dollars, soit 4,5 milliards de plus qu'en 2021.

On pourrait se féliciter de la réussite éclatante de deux grandes entreprises françaises. Mais ce serait oublier que, le jour même de la publication de ses résultats colossaux, plusieurs sources syndicales indiquaient à l'AFP que la BNP Paribas projetait de supprimer 921 postes. Et que TotalEnergies s'en est mis plein les poches quand les consommateurs se sont ruinés à la pompe. Le pétrolier a profité à plein de l'explosion des cours du pétrole et du gaz – liés à la reprise économique post-Covid et à la guerre en Ukraine – sans que ces « surprofits » ne soient taxés par le gouvernement français. Certes, Patrick Pouyanné, le P.-D.G. de Total, a mis en place une ristourne à la pompe. Mais cela n'a coûté que 550 millions d'euros, soit pas grand-chose pour un groupe qui a pourtant reçu plus d'argent public ces dix dernières années qu'il n'a payé d'impôts en France, comme l'a récemment montré l'Obs.

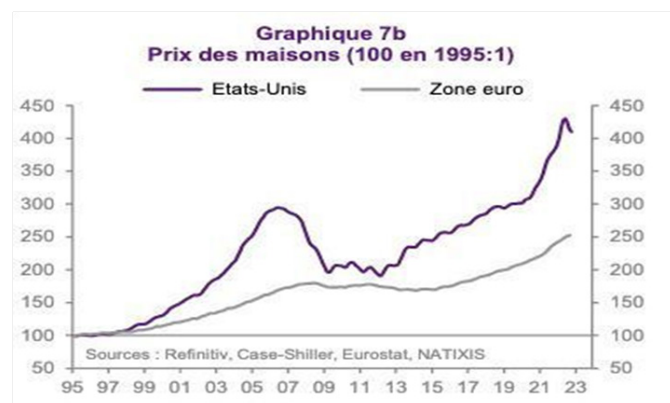
Le grisbi aux actionnaires

Mais, à écouter le gouvernement, il ne faudrait pas taxer ces profits parce que ces entreprises en auraient besoin pour « investir ». Sur le papier, le raisonnement peut s'entendre. Sauf que le capitalisme ne tourne pas rond en ce moment. Et même ses défenseurs s'en inquiètent. Il y a aujourd'hui « une anomalie majeure qui met en cause le fonctionnement du capitalisme », relève ainsi Patrick Artus, l'économiste de la banque Natixis et ancien administrateur de Total, dans une note publiée ce lundi. Alors que le taux de profit des entreprises a progressé de manière continue en Europe et aux États-Unis, le taux d'investissement de ces entreprises a baissé, constate cet économiste renommé.

Alors où part l'argent ? Beaucoup aux actionnaires, note Patrick Artus. Déjà largement servis par les dividendes, ceux-ci bénéficient à fond des rachats

d'actions. En clair, les entreprises achètent leurs propres actions, ce qui fait monter leur cours et augmente leur bénéfice, au profit des actionnaires. Avec le versement des dividendes, c'est une autre manière de les rémunérer. TotalEnergies en est le champion français (13,3 milliards d'euros en 2022) et la BNP prévoit aussi d'y consacrer 5 milliards d'euros cette année.

Sécession des plus riches



Au total, en 2022, les actionnaires du CAC 40 ont perçu un retour de 80 milliards d'euros selon la lettre Vernimmen (15 % de plus que l'année dernière). Rappelons que ces fameux actionnaires sont d'abord des gestionnaires d'actifs et les familles qui détiennent les plus grosses entreprises. Ces deux catégories détiennent au moins 40 % du capital des sociétés cotées au SBF 120 (qui regroupe les 120 plus grosses entreprises françaises cotées en bourse) selon une étude publiée par Euronext et rapportée par les Échos. Les salariés ne détiennent que 2,4 % de ce capital.

Selon l'analyse de Patrick Artus, les grandes entreprises acquièrent aussi des biens immobiliers et rachètent d'autres entreprises. Un mécanisme qui conduit à augmenter fortement le prix des actifs – en particulier celui des maisons – et à une aggravation des inégalités de patrimoine. Le patrimoine des 1 % les plus riches ne cesse de grossir. Ils détiennent 25 % du patrimoine national dans la zone euro, et 35 % aux États-Unis.

En fait, ce que dit Patrick Artus, c'est que les grandes entreprises utilisent leurs profits gigantesques pour enrichir les plus riches. Et non pas pour investir dans l'économie, ce qui pourrait éventuellement ruisseler vers le reste de la population, même s'il est permis de douter de cette théorie. En clair, les riches font sécession, et ce ne sont pas des gauchistes qui le disent. « Ce mécanisme constitue une menace grave sur le capitalisme. Les opinions rejettent le système qui utilise les profits pour faire monter davantage les prix des actifs existants et pas pour investir en capacités nouvelles », s'inquiète Patrick Artus.

L'exemple américain

Face à cela, Joe Biden a promis de réagir, ce mardi, dans son discours sur l'état de l'Union. Le président américain entend « quadrupler les impôts » sur les rachats d'actions « pour encourager les investissements sur le long terme » et appelle à mettre en place une « taxe minimale » sur les milliardaires, jugeant « scandaleux » les gigantesques bénéfices des compagnies pétrolières.

Sécession des riches : Par Pierre Lann

Solvay annonce la scission de ses activités pour décembre prochain

Solvay enchaîne les records avant d'affronter une année 2023 plus difficile et de scinder son activité en deux entreprises distinctes. ©AFP

Le géant belge de la chimie a présenté, ce jeudi, des résultats record pour 2022 et a précisé le calendrier de la scission de ses activités qui devrait se concrétiser en décembre.

Le leader belge de la chimie Solvay a publié les chiffres de son exercice 2022, ce jeudi matin. L'entreprise se félicite d'avoir dégagé un ebitda historique de 3,229 milliards d'euros, en hausse de 37% par rapport à 2021. Sans effets de change et à périmètre constant, cette hausse est de 28,7%. L'augmentation des prix a plus que compensé l'inflation des coûts, détaille l'entreprise, se traduisant par un gain net de 1 milliard sur l'année. La marge ebitda s'améliore aussi pour atteindre 24%.

+32,9%

Le chiffre d'affaires de Solvay en 2022 est en hausse de 32,9%.

Le chiffre d'affaires, tiré en grande partie par la hausse des prix et des volumes de sa division Materials, est lui en hausse de 32,9% (25,6% sans effets de change), pour atteindre un record à 13,426 milliards. Juste au-dessus du consensus des analystes. Le dividende de Solvay relevé

Le bénéfice par action est, lui aussi, en hausse, à un plus haut de 16,8 euros par action. Le tableau est complété par un cash flow libre record « reflétant l'augmentation des bénéfices et l'amélioration des marges » qui dépasse le milliard, à 1,094 milliard d'euros (+29,8%).

Une situation qui permet de rémunérer les actionnaires. Solvay va proposer, lors de son AG du 9 mai



prochain, la distribution d'un dividende en hausse de 5% (+0,2 euro) à 4,05 euros par action.

Enfin, le groupe dirigé par Ilham Kadri poursuit l'assainissement de son bilan, en réduisant sa dette nette, à 358 millions d'euros. Un endettement réduit d'un tiers depuis l'entrée en fonction de la seule CEO du Bel 20 qui a également indiqué, lors d'une conférence de presse, que l'entreprise avait constitué, depuis 2019, des réserves de 3,5 milliards d'euros.

Calendrier de scission précisé

«Notre transformation opérationnelle est presque achevée», a indiqué Kadri, en ajoutant que l'entreprise avait doublé son retour sur investissement de 8 à 16% en quatre ans. 2022 a par ailleurs également été une année d'investissements. Un milliard d'euros a ainsi été injecté dans le futur de la boîte, une ligne de conduite «déterminante pour nos deux futurs champions que nous sommes en train de préparer», a ajouté la CEO.

Les 160 ans de l'entreprise rimeront en effet avec la scission de ses activités en deux entreprises cotées distinctes. L'une centrée sur la chimie essentielle, l'autre sur la chimie de spécialité. Ilham Kadri a précisé le calendrier de l'opération.

Les noms des deux nouvelles entités et des précisions sur leur structure devraient être rendus public au cours du second trimestre. Le troisième trimestre sera rythmé par la gestion de la dette actuelle entre les deux nouvelles entreprises.

Tout accélérera au quatrième trimestre. Chaque nouvelle entreprise organisera un capital market day et précisera ses ambitions à moyen terme. Le management sera alors connu et devra convaincre lors de road shows en Europe et aux USA. Le processus se terminera par une assemblée extraordinaire des actionnaires, courant décembre, qui devra entériner la scission.

2023 plus morose

Au-delà de cette transformation, Solvay se prépare à affronter des vents contraires en 2023, avec un ebitda en baisse de 3 à 9% en raison d'une baisse des volumes sur certains marchés clés suite à «l'environnement macroéconomique actuel». Une baisse qui est cependant moins forte que ce que le consensus des analystes prévoit, pointe l'entreprise.

Le cash flow libre retombera à environ 750 millions d'euros en raison des investissements. Le groupe se veut cependant rassurant: la rentabilité dépasserait toujours son niveau pré-Covid de plus de 25% sur base organique.

Pricing power

La CEO se dit «confiante mais prudente». «Nous sommes une entreprise plus saine et plus forte grâce à quatre ans de transformation. On s'attend à faire mieux que nos pairs grâce à une bonne diversification et une sensibilité moins cyclique», a-t-elle ajouté.

Elle affirme par ailleurs que Solvay dispose d'un bon pouvoir de fixation des prix. «Nos clients sont prêts à payer une prime pour nos produits.»

Enfin, Kadri a fait le point sur les efforts de l'entreprise en matière de climat. En quatre ans, elle a déjà réalisé deux fois l'effort de réduction de ses émissions de CO2 à atteindre pour respecter l'Accord de Paris. Et ses émissions baisseront encore de 9% d'ici à 2025. L'entreprise continue également sa sortie progressive du charbon.

Maxime Delrue
Extrait de l'Echo

Oxfam propose de taxer les grandes fortunes mondiales de 5%: qu'en pense les économistes?

Dans la conclusion de son rapport annuel sur l'augmentation des inégalités, par ailleurs décrié, l'ONG Oxfam recommande de davantage taxer les grandes fortunes pour diminuer les écarts de richesse dans le monde. Selon l'ONG, «un impôt annuel allant jusqu'à 5% sur la fortune des multimillionnaires et des milliardaires du monde pourrait rapporter 1700 milliards de dollars par an.» Un avis partagé d'ailleurs également par plus de 200 millionnaires qui, dans une lettre ouverte publiée le 18 janvier, demandent la mise en place d'un impôt sur les plus fortunés.

La solution d'un impôt sur les très grandes fortunes est-elle pour autant la bonne ? Pour François Maniquet professeur d'économie de l'UCLouvain, il est «absolument clair que taxer la fortune aura un impact sur les inégalités». Mais pour lui, se pose directement la question de la richesse cachée de certaines grandes fortunes, justement «pour échapper à l'impôt».

Lorsqu'une taxe sur les grands patrimoines est évoquée, la crainte souvent citée est que cette taxe devrait pousser les plus grandes fortunes à vendre

les actions, et donc à décapitaliser les entreprises impliquant moins d'investissements et moins d'emplois dans ces entreprises. Autrement dit, taxer ralentirait l'économie. Ce à quoi s'oppose l'économiste à la Fondation Joseph Jacquemotte, Xavier Dupret. «Est-ce qu'on a vu au cours des 50 dernières années des mesures qui visaient à favoriser la détention et la circulation de capital financier, en réduisant les taxes sur la propriété mobilière ? Oui, c'est le cas. Est-ce que ça s'est traduit par une augmentation des investissements, en proportion de PIB, dans l'ensemble des pays occidentaux ? Et bien non. Donc d'une part, la baisse de la taxation n'impacte pas positivement les entreprises. Et d'autre part, cela ne va pas détourner les investisseurs d'acheter des actions tant que le niveau de taxation ne dépasse par la rentabilité des actions». En d'autres termes, selon Xavier Dupret, il n'y a pas vraiment de frein à appliquer cet impôt de 5% sur les grandes fortunes.

Le chief economist d'Orcadia Asset Management, Etienne de Callataÿ n'écartera pas non plus l'idée d'augmenter l'imposition des plus nantis, mais il s'oppose vivement à l'idée d'un impôt sur la totalité du patrimoine. Selon lui, il faudrait plutôt taxer l'utilisation de la fortune plutôt que la possession de la fortune et le faire d'autant plus si cette utilisation est nocive pour l'environnement par exemple. «Je préférerais que l'on taxe des indicateurs de richesse comme les yachts, les secondes résidences, les produits de luxe ou les produits nocifs pour l'environnement comme les jets privés ou les voitures de sport. Et je trouve même que nous sommes trop gentils par rapport à cela pour l'instant.»

Comme ses deux collègues, François Maniquet s'exprime lui aussi pour un relèvement des impôts. Il constate que si la valeur de l'impôt est trop faible, il n'aura aucun impact sur la diminution des inégalités entre riches et moins riches. Et rejoint l'un des arguments d'Oxfam : «Si l'on compare le montant de taxe versée au revenu, dans bon nombre de pays, les riches ont un taux moyen de taxation inférieur au taux de taxation des pauvres».



OXFAM

Magasins du monde

Bien taxer c'est financer la redistribution, financer les écoles, les hôpitaux, tous les biens publics de manière qui soit le moins néfaste possible à l'économie

Reste la question de savoir comment utiliser au mieux cet impôt. Etienne de Callataÿ pose une question qu'il veut rhétorique : «Manquons-nous vraiment de recettes fiscales ou d'efficacité de l'argent public ?» Et l'ancien conseiller du Premier ministre Jean-Luc Dehaene dans les années 90 de prendre un exemple : «nous avons l'un des enseignements les mieux financés du monde, mais il n'est pas aussi efficace qu'espéré». «Bien taxer ça veut dire essayer de financer la redistribution, de financer les écoles, les hôpitaux, tous les biens publics de manière qui soit le moins néfaste possible à l'économie» reprend François Maniquet, tout en pointant la responsabilité des gouvernements et de leur «agenda politique».

Et si les trois économistes se prononcent en faveur d'une taxation plus importante des plus fortunés, selon des modalités différentes, c'est probablement parce que l'objectif de réduire les inégalités ne semble être remis en question par personne. Dans l'étude citée par Xavier Dupret, le FMI indiquait «un consensus dans la littérature» pour signifier que «l'inégalité peut saper les progrès en matière de santé et d'éducation, provoquer une instabilité politique et économique réduisant les investissements, peut saper le consensus social nécessaire pour s'adapter aux chocs, et donc, in fine, peut réduire le rythme et la durabilité de la croissance.»

Le Bureau fédéral du Plan en Belgique, lui, indique plus sobrement que «pour atteindre l'objectif de développement durable d'ici 2030, ce chiffre (l'indice de Gini, ndlr) ne doit pas augmenter.» L'indice de Gini, c'est un indicateur des inégalités dans un pays donné. Si l'indice augmente, c'est que les inégalités augmentent également.

INTERNATIONAL

Communiqué de la CNAPD : Mise au point sur la manifestation du 26 février pour la paix en Ukraine

Le dimanche 26 février dernier, la CNAPD organisait avec plusieurs dizaines d'autres associations, une manifestation pour dénoncer l'invasion russe en Ukraine, entamée il y a un an. Les messages centraux de cette manifestation portaient sur l'instauration urgente d'un cessez-le-feu et la poursuite d'une politique de paix active. Des revendications qui ont engendré des questionnements légitimes, mais également des car-



catures injustes. Nous entendons y répondre ici avec clarté afin de prolonger le débat public.

Des groupes et individus extérieurs à l'appel de la manifestation s'y sont infiltrés en tentant d'en détourner le mot d'ordre pour chercher à justifier la propagande du régime de Vladimir Poutine et ses velléités impérialistes. La CNAPD condamne ces slogans en contradiction flagrante tant avec l'appel à manifester qu'avec nos propres prises de position. La CNAPD rappelle que, malgré l'écho dont ces slogans ont profité, la grande majorité des manifestantes et manifestants s'inscrivaient dans les mots d'ordre de condamnation de l'agression russe, de solidarité avec le peuple ukrainien et de paix. La CNAPD regrette sincèrement que des personnes aient été heurtées, légitimement, par ces slogans et prendra toutes les mesures nécessaires pour éviter ce type de messages contradictoires observés lors des manifestations.

La CNAPD regrette également la situation dans laquelle elle s'est retrouvée : deux manifestations organisées le même week-end autour du même sujet. Un travail d'anticipation et de dialogue sera réalisé en amont dans le futur.

La CNAPD mène historiquement un combat pour une société pacifiste, estimant qu'aucune guerre n'est légitime pour régler les conflits entre États et/ou entre peuples et que le recours à la violence doit toujours être évité. Dans ce cadre, si nous adoptons une vision critique de l'OTAN et de son rôle depuis la fin la guerre froide, nous dénonçons la responsabilité première de la Russie dans le conflit, ainsi que la menace qu'elle représente pour la sécurité et la liberté de nombreux peuples européens. Ainsi, la CNAPD exhorte l'armée russe à quitter l'Ukraine et appelle au respect des droits fondamentaux de toutes les composantes de sa population, au respect du droit international, en particulier les principes de souveraineté nationale et d'inviolabilité des frontières, et défend le droit à la légitime défense des Ukrainiens. Nous regrettons l'interprétation de notre appel à manifester comme un manque de solidarité avec le peuple ukrainien, voire comme une tentative de mettre dos-à-dos l'agresseur et l'agressé.

La CNAPD continue de constater avec effroi les souffrances causées par la guerre, qui s'alourdissent à mesure que la guerre continue à faire rage. Prenant en compte les intérêts des premières victimes de la guerre, mais aussi de l'ensemble du continent européen et de la planète menacée par une prolongation et extension du conflit, nous appelons avec force à

un cessez-le-feu et à la sortie des troupes russes du territoire ukrainien.

La CNAJD connaît la difficulté de soutenir ce type de revendications dans un contexte de guerre. Nous continuerons à analyser les causes structurelles du conflit, en particulier l'absence d'une architecture de sécurité collective sur l'ensemble du Vieux Continent, et à proposer des voies alternatives à la seule surenchère militaire afin d'y répondre de manière pérenne. Nous insistons notamment sur l'intensification des efforts diplomatiques, sur le soutien humanitaire apporté aux victimes de la guerre et sur l'accueil des réfugiés et objecteurs de conscience.

Nous renouvellerons nos efforts pour poursuivre le dialogue avec la population ukrainienne dans sa diversité. Enfin, nous restons plus que jamais ouverts au dialogue avec toutes les forces progressistes qui travaillent à la paix, la justice et à la démocratie.

Martin Maréchal et Grégory Mauzé,
Co-présidents de la CNAJD

La Commission européenne bientôt contrainte de publier les SMS d'Ursula von der Leyen au PDG de Pfizer?

Le « New York Times » a saisi la justice afin de contraindre la Commission européenne à publier des messages échangés entre sa présidente, Ursula von der Leyen, et le patron des laboratoires Pfizer, Albert Bourla. Alors que le quotidien américain avait révélé leur existence dès avril 2021, il avait jusqu'ici échoué à se les procurer.

Branle-bas de combat à Bruxelles. Le quotidien américain *The New York Times* a saisi la justice pour contraindre la Commission européenne à publier des SMS échangés entre la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le PDG des laboratoires Pfizer, Albert Bourla, d'après les informations du média en ligne Politico, publiées le lundi 13 février. Selon le quotidien américain, la Commission européenne est tenue par la loi de divulguer ces messages, qui pourraient contenir des informations sur les accords conclus par l'Union européenne (UE) pour l'achat de milliards d'euros de doses de Covid-19.

Dans ses colonnes, le *New York Times* révélait en avril 2021 l'existence de SMS échangés pendant au moins un mois dans le cadre des négociations sur un contrat d'achat de 1,8 milliard de doses de vaccin Pfizer/BioNTech contre le Covid-19. Des échanges réputés, auxquels un journaliste du site web allemand netzpolitik.org a demandé à avoir accès auprès de la

La Commission européenne bientôt contrainte de publier les SMS d'Ursula von der Leyen au PDG de Pfizer?



Marianne
Marianne · 1 heures

+ Suivre

Covid-19



Ursula von der Leyen, le 10 février 2023 à Bruxelles. KENZO TRIBOUILLARD / AFP

Branle-bas de combat à Bruxelles. Le quotidien américain *The New York Times*

Commission européenne, qui a accepté de lui fournir trois documents : un e-mail, une lettre et un communiqué de presse, mais aucun SMS.

Pour sa défense, l'institution européenne avait indiqué aux journalistes du *New York Times* n'avoir aucune trace de ces messages, affirmant que les textos n'ont pas vocation à être conservés et ne sont pas soumis aux règles sur la transparence des institutions européennes, datant de 2001. Une justification qui avait défrayé la chronique et déclenchant une enquête de la médiatrice de l'Union européenne auprès du cabinet d'Ursula von der Leyen en janvier 2022.

L'action en justice auprès de la Cour européenne de justice a été déposée le 25 janvier, selon Politico. Le média en ligne rappelle que le quotidien allemand Bild a précédemment intenté une série de poursuites contre la Commission européenne afin d'obtenir la divulgation de documents relatifs aux négociations d'achat des vaccins Covid-19 fabriqués par Pfizer/BioNTech et AstraZeneca. Pour rappel, plus de la moitié des 4,2 milliards de doses contre le coronavirus achetées ou réservées par l'UE – d'après le dernier comptage en 2022 – sont fournies par le duo américano-allemand Pfizer-BioNTech.

Par Hakim Mokadem
Extrait de Marianne

Ce que la guerre D'Ukraine dit des rapports Nord-Sud

« Si Poutine est contre l'Occident, il ne peut pas être vraiment mauvais » peut-on entendre dans certains cercles militants panafricains.

En envahissant l'Ukraine, la Russie s'est mise au ban de la communauté internationale. Pour autant, si une « écrasante majorité » des pays membres des Nations unies a effectivement condamné l'agression russe, le fait que la quarantaine de pays qui se sont abstenus ou ont rejeté cette condamnation représente ensemble plus de la moitié de la population mondiale n'a pas été suffisamment souligné. Si unanimité il y a, c'est au sein du monde occidental. La perception de ce qui se joue en Ukraine est autrement plus contrastée dans le Sud global, en particulier en Afrique et en Asie. Et il serait trop simple de réduire la diversité de positionnements à un affrontement entre le camp des démocraties libérales et celui des autoritarismes illibéraux.

Liens diplomatiques et militaires

Sur le plan géopolitique, les abstentions ne doivent bien sûr pas être surinterprétées - nombre d'États ont d'abord été guidés par la volonté de ne s'aliéner aucun des deux camps. Elles mettent néanmoins en évidence l'existence de liens diplomatiques forts entre la Russie et nombre de pays en développement. Des liens qui s'enracinent parfois dans l'histoire longue des alliances de l'époque de la guerre froide - en Inde, en Algérie, en Afrique du Sud. Des proximités qui reflètent également le redéploiement

stratégique opéré par la Russie poutinienne depuis une dizaine d'années, sa capacité à s'imposer en partenaire incontournable du fait de ses exportations militaires ou du soutien multiforme qu'elle offre aux régimes (Birmanie, Venezuela, Soudan, Mali) en délicatesse avec les puissances traditionnelles.

Il est néanmoins clair que ce qui se joue dans les relations internationales à la faveur de cette guerre va au-delà des considérations sécuritaires et met en concurrence des visions du monde. Vladimir Poutine s'emploie depuis des années à s'ériger en premier défenseur de valeurs conservatrices face à l'expansionnisme de la culture libérale. Cette posture lui a conféré une aura certaine auprès des leaders autoritaires des pays émergents, comme Bolsonaro, ben Salmane ou Duterte, qui ont voté contre son intervention militaire. L'image d'un « culte international de Vladimir Poutine » (pour reprendre le titre d'un éditorial de février du Financial Times), par des leaders autocrates est juste, mais ne reflète qu'une partie de la réalité.

Champion de l'anti-occidentalisme

En se profilant en champion de l'anti-occidentalisme, le pouvoir de séduction du président russe agit au-delà des cercles dirigeants pour toucher des parts non négligeables des opinions publiques des pays du Sud, notamment parmi la jeunesse. Il serait trop simple de mettre la force d'appel du discours poutinien sur le seul compte de la propagande des services russes ou du conditionnement des opinions par des acteurs idéologiques locaux. Si ces instrumentalisation existent et opèrent, c'est qu'elles prospèrent sur un terrain favorable, marqué par un climat de ressentiment vis-à-vis de l'Occident.



« Si Poutine est contre l'Occident, il ne peut pas être vraiment mauvais » peut-on entendre dans certains cercles militants panafricains.

Arrogance et libéralisation des mœurs

Pour une bonne part, ce qui est en jeu ne relève pas tant de l'adhésion à la vision conservatrice et autoritaire de Poutine que du rejet d'un monde centré sur l'Occident. Le soutien à Poutine a en quelque sorte une fonction protestataire vis-à-vis de la prétention occidentale à dire le bien et le mal. Plus précisément, cette « fatigue de l'Occident » a selon nous deux sources majeures, qui se renforcent mutuellement. La première tient dans l'arrogance avec laquelle, depuis la fin de la guerre froide, l'Europe et les États-Unis diffusent certaines normes érigées en symboles de la modernité libérale, notamment dans les domaines du rapport au sacré (que l'on pense aux effets des caricatures du prophète) et de la libéralisation des mœurs. Sous-jacente à nombre de discours réside l'idée suivant laquelle une échelle de civilisations existe, qui différencie les peuples en fonction de leur capacité à valoriser l'autonomie individuelle, refoulant les autres mondes vécus dans l'illégitimité ou l'archaïsme.

Deux poids deux mesures en droits humains

La seconde est la perception d'un cynisme, d'une hypocrisie dans la mise en œuvre par l'Occident de ses principes démocratiques, qui contredit l'universalisme proclamé. À tel point que, depuis le sud ou l'est de la Méditerranée, ils apparaissent régulièrement comme des abstractions au service de logiques économiques et politiques impériales. Que sont ces valeurs qui vaudraient dans certains cas et pas dans d'autres ? Comment croire en la puissance normative des droits de l'homme tout en voyant la Méditerranée transformée en cimetière ? Pourquoi les massacres suscitent-ils un effroi généralisé lorsqu'ils se produisent en Ukraine, mais pas au Yémen, en Haïti ou au Congo ? Quel crédit accorder à l'impératif démocratique lorsque des potentats corrompus mais « coopératifs à l'international » sont adoubés par les autorités européennes ?

Dans un monde de plus en plus postcolonial, la provincialisation de l'Europe est un processus inexorable. Si, face à la barbarie poutinienne et aux alliances autoritaires, cette dernière entend demeurer une référence en matière de valeurs dans le monde, il lui faudra d'une part promouvoir un universalisme plus ouvert à l'altérité, d'autre part faire preuve de davantage de cohérence dans la mise en pratique des valeurs qui lui sont les plus chères.

François Polet

Une carte blanche de François Polet, chargé d'étude au CETRI

Antifascisme

«Grâce au passé nazi de deux chanceliers, les États-Unis ont soumis l'Allemagne et l'ont retournée contre la France»

Ludwig Erhard et son successeur Kurt Georg Kiesinger étaient étroitement tenus en laisse par Washington car ils avaient, l'un et l'autre, beaucoup à se faire pardonner, raconte l'historien Éric Branca. Depuis cette époque, le couple franco-allemand en subit les conséquences, tant l'Allemagne a pris les États-Unis comme amant, la France jouant le rôle de l'éternelle cocue. Alors que le Traité de l'Elysée fête ses 60 ans, découvrez un extrait gratuit de notre entretien avec Eric Branca.

Marianne : Après le passage d'Adenauer (1949-1963), durant la période où Ludwig Erhard dirige le gouvernement ouest-allemand, du 16 octobre 1963 au 30 novembre 1966, les rapports franco-allemands refroidissent sensiblement. Erhard s'est



complètement aligné sur les positions américaines ? Eric Branca : Ludwig Erhard bien sûr, mais aussi son successeur Kurt Georg Kiesinger (1966-68), deux hommes étroitement tenus en laisse par Washington car ils avaient, l'un et l'autre, beaucoup à se faire pardonner.. Alors qu'Adenauer avait été un résistant de la première heure au nazisme, démis de son mandat de maire de Cologne dès 1933 puis placé en résidence surveillée avant d'être emprisonné, et finalement sauvé de l'exécution, en 1945, par l'arrivée des Alliés, les deux autres avaient été des

rouages importants du régime hitlérien.

Il faut quand même savoir qu'Ehrard fut, jusqu'à la fin de la guerre, l'adjoint du général SS Otto Olhendorf, nommé en 1943 secrétaire d'État à l'Économie du Reich et, à ce titre, sous les ordres d'Albert Speer, l'un des artisans de la déportation de centaines de milliers de travailleurs forcés dans les usines du Reich. Non content d'être un esclavagiste, Olhendorf était aussi un assassin, et c'est comme tel qu'il sera exécuté en 1951, pour avoir dirigé, en 1941-1942, l'Einsatzgruppe D qui, en Ukraine et dans le Caucase, s'était rendu coupable de dizaine de milliers d'exécutions sommaires.

Quant à Kiesinger, son pedigree n'est pas moins éloquent : pendant qu'Adenauer était emprisonné, il occupait de hautes fonctions à la Wilhelmstrasse (le ministère des Affaires étrangères allemand) comme directeur adjoint de la propagande radiophonique extérieure du Reich, ce qui lui avait valu le surnom de « Goebbels de l'étranger ». À ce titre, il coordonnait le contenu de onze émetteurs, ce qui faisait de lui, en pratique, l'un des principaux censeurs du régime. Sous l'occupation, il s'est aussi occupé de restructurer le paysage radiophonique français. Par exemple, en trouvant les montages financiers adéquats pour « aryaniser », au profit des collaborateurs français les plus « méritants », des stations indépendantes comme Radio Cité, Radio Monte Carlo ou Radio Andorre...

Quel était le moyen de pression des Américains ?

Tout cela dormait bien au chaud à Washington dans les archives issues des procès en dénazification. Lesquels s'étaient étonnamment soldés par des non-lieux mais, on l'imagine, non sans de solides contreparties des intéressés. Ehrard s'illustrera ainsi, en 1965, en engageant le bras de fer avec la France (gagné par de Gaulle au terme de six mois de « chaise vide » dans les instances européennes), à propos du plan Hallstein. Baptisé du nom du président de la Commission de Bruxelles, ce plan prévoyait que les décisions communautaires seraient prises désormais à la majorité et non plus à l'unanimité, vieille revendication américaine pour isoler la France.

Quant à Kiesinger, il sera l'homme qui, après la fermeture des bases de l'Otan sur le territoire français, ouvrira celles de la République fédérale aux B52 américains venus se ravitailler avant d'aller bombardier le Vietnam.

Celui aussi qui, à la demande de Washington, fera voter par le Bundestag, le 17 octobre 1967, une motion condamnant la politique européenne de la France et sa décision de quitter le commandement intégré de l'Otan. Cette motion a été rédigée par Jean Monnet, présent dans les tribunes lors du vote... Et que Kiesinger vient ostensiblement féliciter à son



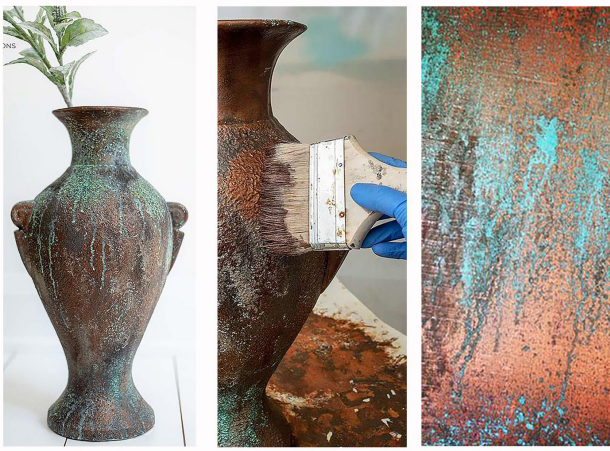
issue. Une image symbolique curieusement absente de la légende dorée de l'amitié franco-allemande, on se demande bien pourquoi !

Propos recueillis par Etienne Campion

Atelier DIY

Ou l'art du faire soi même

Le 13 mai 2023



Patine effet métal oxydé

Une organisation du Progrès a.s.b.l.
avec le soutien de
la Fédération Wallonie-Bruxelles

Inscription obligatoire!
aurelieacjj@gmail.com
10 personnes maximum/ 9 euros

11 rue Julien Lahaut
6020 Dampremy